

A LA LUMIÈRE DES ARCHIVES OFFICIELLES DE L'ÉTAT JUIF
Nouvelles précisions sur l'exode des Palestiniens

Par AMNON KAPELIOUK

PLUS de la moitié des quatre millions et demi de Palestiniens vivent en exil. Mais dans les frontières historiques de la Palestine (Israël et territoires occupés), le rapport démographique entre les communautés juives et arabes a commencé à s'inverser. Les juifs israéliens sont aujourd'hui au nombre de trois millions quatre cent mille et les Palestiniens quelque deux millions. Dans une ou deux générations, ces derniers pourraient devenir à nouveau majoritaires. Une situation que les dirigeants sionistes, lors de la création de l'Etat juif en 1948, avaient tenté d'éviter à tout prix comme le montrent les archives israéliennes de l'époque.

L'ouverture en Israël des archives du gouvernement remontant aux premières années de l'Etat a suscité bien des surprises parmi les chercheurs et les journalistes, ainsi que dans l'opinion publique (1). Quoique très incomplète - de nombreux dossiers sont toujours considérés comme ultrasecrets - la documentation a ébranlé certaines certitudes, en particulier dans le domaine du conflit avec le monde arabe et, plus précisément, avec les Palestiniens.

Pour l'homme de la rue, les dirigeants n'ont jamais ménagé leurs efforts afin de conclure la paix avec les voisins arabes: la responsabilité des guerres successives, du problème des réfugiés palestiniens et de la course aux armements dans la région incombe donc à l'adversaire.

En ce qui concerne la première guerre israélo-arabe de 1948, cette conviction est d'autant plus forte que les Etats arabes avaient rejeté le plan de partage de la Palestine voté par les Nations unies en novembre 1947 et s'étaient opposés à son application les armes à la main. Pourtant, à la lecture des documents israéliens de l'époque, cette vision en noir et blanc s'estompe.

Il apparaît ainsi que les Arabes palestiniens, eux aussi hostiles au partage de leur pays, ont très peu participé aux combats qui se sont déroulés entre le 29 novembre 1947 et la proclamation de l'indépendance d'Israël, le 15 mai 1948. Jusqu'à cette date, ce sont des volontaires des pays arabes voisins qui constituèrent l'ossature de la lutte antisioniste - pour être ensuite relayés par les armées régulières. "Les masses paysannes [palestiniennes] ne participent pas aux émeutes", écrivait, le 15 décembre 1947, David Ben Gourion, chef de la communauté juive en Palestine. Trois mois plus tard, il persistait dans son appréciation: "Les Arabes [palestiniens] dans leur grande majorité ne cherchent pas la guerre avec nous." Dans plusieurs régions, des chefs locaux arabes avaient noué des contacts avec leurs voisins juifs et même, dans certains cas, signé des pactes avec eux pour éviter une conflagration générale (2).

Malgré cette situation, la Haganah - l'armée clandestine juive - et les groupes terroristes dissidents - l'Irgoun de M. Menahem Begin et le groupe Stern - développèrent une stratégie agressive. "Mener une guerre totale", "frapper durement et sur un vaste territoire sans aucune autre considération", "frapper l'ensemble des transports et du commerce [palestiniens]": voilà quelques-unes des suggestions des conseillers de Ben Gourion (3). C'est ce dernier qui écrivait dans son journal, début 1948: "Au cours de l'assaut, nous devons être prêts à porter le coup décisif, à savoir: détruire l'agglomération ou bien expulser ses habitants pour prendre leur place (4)."

Les pactes de bon voisinage n'ont pas aidé les villages arabes à échapper à leur sort. Ainsi, malgré un accord passé avec l'agglomération juive de Guivat-Chaoul, le village arabe de Deir-Yassin, dans la banlieue ouest de Jérusalem, fut attaqué et pris le 10 avril 1948 par l'Irgoun et le groupe Stern. Bilan: deux cent cinquante-quatre habitants massacrés, dont la majorité de femmes et d'enfants. La Haganah, la future armée israélienne, a elle aussi commis bien des atrocités relatées dans des dossiers qui restent sous clé sous prétexte que la divulgation de leur contenu pourrait porter atteinte à l'intérêt national. Un collaborateur du Jerusalem Post a été débouté, en octobre 1986, d'une requête devant la Haute Cour de justice par laquelle il sollicitait le droit pour les chercheurs d'avoir accès à des dossiers concernant plusieurs massacres commis durant la guerre de 1948. Pourtant, certains commencent à être connus. Ainsi celui du village de Nasred-Dine, près de Tibériade, ou celui de Douaïma, à l'est d'Hébron, en octobre 1948. Dans cette dernière bourgade, des dizaines de villageois, voire, selon l'ancien maire, M. Hassan Mahmoud, des centaines, ont été froidement exécutés par les militaires du 89e bataillon (5).

D'autre part, un mois après le début des hostilités, un plan visant à liquider physiquement vingt-deux responsables arabes palestiniens fut approuvé par les dirigeants de la communauté juive. Lors d'une réunion les 1er et 2 janvier 1948, dix-sept personnalités juives, avec David Ben Gourion à leur tête, dressèrent la liste des noms: les victimes désignées étaient des habitants de Jérusalem, Jaffa, Haïfa et Safed. Le journaliste israélien Ouri Milstein, spécialiste de l'histoire des guerres d'Israël, raconte (6) que, quatre jours plus tard, un groupe du Palmah - unité de commando de la Haganah - reçut l'ordre d'exécution. Un leader de Haïfa, Mohammed Nimr El-Khatib, fut blessé lors d'un attentat tandis que plusieurs de ses collègues périrent lors des hostilités de 1948.

"Tout est possible"

DÈS 1948, la politique de guerre totale contre les Palestiniens s'accompagna d'une "option jordanienne". Les documents israéliens confirment l'entente entre les dirigeants juifs et le roi Abdallah de Jordanie pour un partage de la Palestine entre eux; le tracé des frontières restait toutefois à définir. M. Nahum Goldmann déclarait, le 11 mai 1948, que l'Agence juive souhaitait que le souverain hachémite représentât les Palestiniens et fût reconnu comme tel par l'ONU. Moshe Sharett, le ministre des affaires étrangères du jeune Etat, était par contre favorable à un accord direct avec les Palestiniens et même, jusqu'au début de 1949, à un gouvernement palestinien indépendant. Minoritaire, il devait par la suite abandonner cette position.

A la veille de la proclamation de l'indépendance d'Israël, Ben Gourion s'opposa à la définition des frontières du jeune Etat. Il fut suivi par ses collègues et, à son futur ministre de la justice, Pinhas Rosen, qui demandait, pour des raisons juridiques, qu'on revienne sur cette décision, il répondit: "Tout est possible. Si nous décidons ici [au gouvernement provisoire] de ne pas mentionner les frontières, il en sera ainsi. Rien n'est décidé a priori... La loi, ce sont les hommes qui en décident (7)."

Lors d'une autre réunion du gouvernement provisoire, il précisa: "Si les [pays] arabes font la guerre (...), nous occuperons la Galilée occidentale et la route de Jérusalem: ces régions feront partie de notre Etat. Pourquoi donc prendre une décision maintenant (8)?"

De fait, le conflit de 1948 permit à Israël d'étendre ses frontières. Alors que le plan de partage attribuait 55 % de la Palestine à l'Etat hébreu, contre 45 % à l'Etat arabe (à la fin de 1947 on comptait 1 250 000 Arabes, et 660 000 juifs qui ne possédaient que 5 % à 6 % des terres de Palestine), à la suite des accords d'armistice de 1949, Israël couvrait près de 80 % du territoire.

Mais, en 1948, Ben Gourion avait des visées plus vastes. Le 24 mai, il écrit dans son journal: "Lorsque nous briserons la Légion arabe [l'armée jordanienne] et bombarderons Amman, nous liquiderons également la Jordanie; et alors la Syrie tombera aussi." Ses projets pour le Liban ne sont pas moins ambitieux: "Le pouvoir musulman [y] est artificiel et il est facile de l'ébranler. Il faut créer un Etat chrétien dont la frontière sud s'étendra le long du [fleuve] Litani; ensuite, nous signerons un traité de paix avec lui."

On chercherait en vain dans les archives originales d'Israël une trace de cette soif de paix à laquelle se réfèrent les discours officiels. En janvier 1949, le président syrien Choukri El Kouatli envoyait un émissaire à Paris pour proposer à des représentants israéliens un accord sur le partage de la Palestine en deux Etats liés dans le cadre d'une confédération. Il fut éconduit sans ménagement.

Le successeur de Kouatli, le colonel Housni Zaïm, proposa de son côté, au début 1949, un tête-à-tête avec Ben Gourion pour négocier la paix. La Syrie acceptait d'accueillir définitivement près de la moitié des 700 000 réfugiés palestiniens. La réponse israélienne ne fut pas plus encourageante. Le 16 avril 1949, Ben Gourion notait dans son journal: "Les Syriens ont proposé une paix séparée avec Israël, ainsi qu'une coopération militaire. Mais ils demandaient la moitié du lac de Tibériade [par la suite Damas proposa un retour au statu quo qui prévalait à l'époque du mandat]. J'ai demandé (...) qu'on informe les Syriens de la façon la plus claire qu'ils doivent d'abord signer un accord d'armistice fondé sur la frontière internationale (9)."

Malgré les démarches du secrétaire d'Etat américain Dean Acheson, la spectaculaire ouverture de Damas ne connut pas de suite. Même un modéré comme M. Abba Eban soutenait le premier ministre et pensait: "Les accords d'armistice nous suffisent: si nous courons après la paix, les Arabes nous demanderont un prix élevé (...) Attendons quelques années (10)."

"Le problème le plus difficile..."

QUANT au drame des réfugiés, il n'a pas vraiment préoccupé les dirigeants du jeune Etat. Moshe Sharett était convaincu que le temps ferait son oeuvre; une note de son ministère précise même: "Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres non (...). La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fondra dans les couches les plus pauvres du monde arabe (11)."

Le gouvernement de Jérusalem s'estime d'autant moins responsable du problème qu'il n'a cessé d'expliquer comment les pays arabes et les dirigeants palestiniens avaient incité la population palestinienne à l'exode. Pourtant, un rapport de la section arabe du département politique de l'Agence juive daté du 1er mars 1948 souligne les efforts du Haut comité arabe (organisme dirigeant de la communauté arabe de Palestine) pour mettre un terme à la fuite des civils. Et un rapport du "service d'information" de la Haganah, en date du 30 juin 1948, affirme que "70 % des réfugiés avaient abandonné leur maison à la suite d'actes d'hostilité de l'Irgoun et du groupe Stern". Cette note concernait la première vague de l'exode, 400 000 personnes qui s'enfuirent avant le 1er juin et furent rejointes, avant la fin de l'année, par 300 000 autres. Plusieurs villes et 250 villages furent ainsi vidés de leurs habitants; le mouvement, quoique ralenti, continua en 1949 et même en 1950 (expulsion des villageois de Majdal dans le Sud) sous la responsabilité des gouverneurs militaires.

Un passage des mémoires de M. Itzhak Rabin, premier ministre de 1974 à 1977 et actuel ministre de la défense, supprimé par la censure militaire mais publié par la presse américaine, révèle que l'armée a chassé - sur ordre de Ben Gourion - 50 000 Arabes de Lydda et de Ramleh lors de la conquête de ces villes en juillet 1948 (12).

Dés le 7 février 1948, Ben Gourion annonce de "grands changements" dans la composition démographique du pays. C'est, suivant Tom Segev, une allusion directe à l'exode arabe, dans lequel le futur premier ministre voit un événement favorable (13). Le 16 mars, devant le comité central de son parti, il déclare: "Une terre avec des Arabes est totalement différente d'une terre sans les Arabes."

Igal Allon, le commandant du Palmah, a utilisé la même tactique dans ses conquêtes. Lors de la prise de Safed en mai 1948, raconte-t-il, "nous avons laissé les voies de sortie libres, afin d'"aider" au départ des habitants (14)". Une autre méthode fut utilisée en Galilée; les chefs juifs locaux répandirent des rumeurs selon lesquelles ils attendaient d'importants renforts pour se lancer à l'assaut des villages arabes. Ils ajoutaient un "bon conseil": partez dès maintenant. Résultat: des dizaines de milliers de paysans prirent la fuite (15). Le fameux plan D, préparé en mars 1948 par le colonel Igal Yadin - un futur vice-premier ministre, - prévoyait plusieurs types d'action "pour assurer la sécurité du réseau de défense juive": destruction des villages qu'on ne peut occuper, occupation de la localité suivie de l'expulsion de sa population derrière les lignes... (16).

Cet exode, écrivait le 15 juin 1948 le modéré Sharett, est "un phénomène magnifique dans l'histoire du pays et, d'un certain point de vue, plus splendide que la création d'Israël (...). Il ouvre des possibilités immenses pour résoudre de façon radicale et permanente le problème le plus difficile auquel notre Etat doit faire face (17)."

Le biographe de Ben Gourion, Michel Bar-Zohar, raconte que celui-ci, observant l'exode des Arabes de Haïfa, notait: "Quel beau tableau!" A Nazareth, il demanda avec colère au général Haïm Laskov, à propos des habitants arabes: "Qu'est-ce qu'ils font encore là (18)?" Selon certaines sources, l'ordre tacite d'expulser la population locale avait été refusé par le commandement.

Depuis mai 1985, les archives de l'Etat relatives à ces faits sont interdites aux chercheurs (19). Tom Segev donne quelques titres de ces dossiers "maudits": "Expulsions des habitants"; "Transfert des habitants"; "Destruction des villages arabes", etc. Les agglomérations arabes qui avaient été abandonnées par leurs habitants, furent détruites, ou repeuplées par de nouveaux immigrants juifs. Ce fut même le cas de Deir-Yassin, malgré les critiques des libéraux, dont le célèbre philosophe Martin Buber. Le gouvernement militaire instauré dans les régions arabes d'Israël eut aussi pour tâche d'éviter le retour des réfugiés et de procéder à certaines autres expulsions. Les biens immenses abandonnés furent confisqués par l'Etat, par les kibboutzim ou par des individus. "Ces biens abandonnés, écrit le dirigeant socialiste Arié Eliav, sont l'une des sources les plus profondes de notre malaise (20)."

"Notre comportement à tous durant cette guerre à l'égard des propriétés ou des vies humaines ne fut pas celui auquel on aurait pu s'attendre de la part du peuple juif Nous devrions tous avoir honte (21)", déclarait en 1949 le député Yossef Lam, pourtant membre du Mapai, le parti de Ben Gourion.

Notes:

- (1) Parmi les ouvrages qui se fondent également sur ces documents, il faut signaler l'excellent livre de Tom Segev, *1949-The First Israelis*, The Free Press, New-York, 1986, 379 pages. Universitaire, ancien rédacteur au quotidien Haaretz et aujourd'hui codirecteur de l'hebdomadaire politique *Koteret Rachit*, Tom Segev a aussi consulté la presse de l'époque, des entretiens avec des vétérans de la politique, etc. Son livre fut publié également en hébreu et en arabe.
- (2) Yoram Nimrod, *Rencontre au carrefour - Juifs et Arabes en Palestine pendant les dernières générations* (en hébreu), université de Haïfa, 1984, p. 91.
- (3) Lors d'une rencontre au début de la guerre, des 1er et 2 janvier 1948.
- (4) Yoram Nimrod, op. cit., p. 92.
- (5) *Hadachot*, 24 et 26 août 1984. Les journalistes de ce quotidien ont découvert une fosse commune lors de leur enquête.
- (6) *Hadachot*, 11 janvier 1985.
- (7) Tom Segev, op. cit. p. XVIII.
- (8) Procès verbaux du Directoire du peuple (gouvernement provisoire), 12 mai 1948, p. 113.
- (9) Tom Segev, op. cit. p. 16; Yoram Nimrod, op. cit., p. 148.
- (10) Journal de Ben Gourion, 14 juillet 1949.
- (11) Archives de l'Etat, ministère des affaires étrangères, dossiers réfugiés, n° 2444/19.
- (12) *New York Times*, 23 octobre 1979.
- (13) Tom Segev, op. cit. p. 25.
- (14) *Le livre du Palmah* (en hébreu), Tel-Aviv, 1955, vol. II, p. 285.
- (15) *Ibid*, p. 286.
- (16) *Hadachot*, 11 janvier 1985.
- (17) *La Documentation d'Israël*, vol. I, p. 163.
- (18) Lors d'une émission de la radio nationale israélienne, deuxième canal, 22 octobre 1986.
- (19) *Jerusalem Post*, 30 mai 1985.
- (20) Arié Eliav, *L'Echelle d'Israël - le rêve et sa signification* (en hébreu), Tel-Aviv, 1976, p. 91.
- (21) Procès verbaux de la Knesset, vol. III p. 56, séance du 22 novembre 1949.

+++++

GGB REPRINTS

La Gazette du Golfe et des banlieues
<<http://ggb.0catch.com>>